



**Conférence des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr. générale
5 mars 2021
Français
Original : anglais

Conseil du commerce et du développement

Commission du commerce et du développement

Douzième session

Genève, 17 février 2021

**Rapport de la Commission du commerce
et du développement sur sa douzième session**

Tenue au Palais des Nations, à Genève, le 17 février 2021

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Décisions prises par la Commission du commerce et du développement à sa douzième session	2
A. Rapports des réunions d'experts	2
II. Résumé du Président	2
A. Rapports des réunions d'experts	2
B. Rapport d'étape sur la promotion et le renforcement des synergies entre les trois grands domaines d'action	4
III. Questions d'organisation	6
A. Ouverture de la session	6
B. Élection du Bureau	6
C. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.....	7
D. Adoption du rapport de la Commission au Conseil du commerce et du développement.....	7
Annexe	
Participation	8



Introduction

La douzième session de la Commission du commerce et du développement s'est tenue au Palais des Nations, à Genève, le 17 février 2021, en présence d'une partie des participants, les autres participant à distance.

I. Décisions prises par la Commission du commerce et du développement à sa douzième session

A. Rapports des réunions d'experts

(Point 3 de l'ordre du jour)

1. La Commission du commerce et du développement, à sa séance plénière du 17 février 2021, a examiné le point 3 de l'ordre du jour.

a) Rapports des réunions d'experts pluriannuelles et des réunions d'experts à session unique

i) Réunion d'experts pluriannuelle sur les produits de base et le développement

2. La Présidente de la douzième session de la Réunion d'experts pluriannuelle sur les produits de base et le développement a présenté le rapport.

3. La Commission a pris note du rapport, publié sous la cote TD/B/C.I/MEM.2/51.

ii) Réunion d'experts pluriannuelle sur le commerce, les services et le développement

4. Le Président de la huitième session de la Réunion d'experts pluriannuelle sur le commerce, les services et le développement a présenté le rapport.

5. La Commission a pris note du rapport, publié sous la cote TD/B/C.I/MEM.4/24.

iii) Réunion d'experts pluriannuelle sur le renforcement d'un environnement économique favorable à tous les niveaux à l'appui d'un développement inclusif et durable, et la promotion de l'intégration et de la coopération économiques

6. Le Vice-Président-Rapporteur a présenté le rapport au nom du Président de la quatrième session de la Réunion d'experts pluriannuelle sur le renforcement d'un environnement économique favorable à tous les niveaux à l'appui d'un développement inclusif et durable, et la promotion de l'intégration et de la coopération économiques.

7. La Commission a pris note du rapport, publié sous la cote TD/B/C.I/MEM.8/12.

iv) Réunion d'experts pluriannuelle sur les transports, la logistique commerciale et la facilitation du commerce

8. La Présidente de la huitième session de la Réunion d'experts pluriannuelle sur les transports, la logistique commerciale et la facilitation du commerce a présenté le rapport.

9. La Commission a pris note du rapport, publié sous la cote TD/B/C.I/MEM.7/24.

II. Résumé du Président

A. Rapports des réunions d'experts

(Point 3 de l'ordre du jour)

1. Au titre de ce point de l'ordre du jour, la Commission du commerce et du développement a examiné quatre rapports.

a) **Rapports des réunions d'experts pluriannuelles et des réunions d'experts à session unique**

i) *Réunion d'experts pluriannuelle sur les produits de base et le développement*

2. Le représentant d'un groupe régional a souligné l'importance des travaux sur la diversification économique à l'approche de la quinzième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, pour ce qui est d'aider les pays en développement à rompre leur dépendance à l'égard des produits de base. Le représentant d'un autre groupe régional a estimé qu'il est important de disposer de chaînes d'approvisionnement résilientes pour les produits de base afin de garantir les approvisionnements en période de crise, et souligné qu'il est indispensable que toutes les parties prenantes soient représentées dans les chaînes de valeur, afin de promouvoir la transparence et de lutter contre la corruption. En outre, le représentant d'un autre groupe régional a souligné les inégalités actuelles en matière d'accès au numérique et l'importance de la coopération internationale pour faire en sorte que le passage au numérique soit général et inclusif.

ii) *Réunion d'experts pluriannuelle sur le commerce, les services et le développement*

3. Le représentant d'un groupe régional a souligné la nécessité d'envisager à l'approche de la quinzième session de la Conférence des travaux sur l'aide nécessaire aux pays en développement à l'appui d'objectifs de productivité et de résilience reposant sur les services. Le représentant d'un autre groupe régional, notant la contribution importante de services comme le tourisme et l'aviation, et les conséquences préjudiciables de la pandémie de maladie à coronavirus de 2019 (COVID-19), a salué l'appui proposé par la CNUCED en vue de politiques et de programmes de renforcement des capacités qui pourraient faciliter la reprise de ces secteurs. En outre, le représentant d'un autre groupe régional a noté l'importance des travaux de la CNUCED sur les services et la transformation numérique, en particulier de ses activités de renforcement des capacités s'adressant aux spécialistes originaires du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.

iii) *Réunion d'experts pluriannuelle sur le renforcement d'un environnement économique favorable à tous les niveaux à l'appui d'un développement inclusif et durable, et la promotion de l'intégration et de la coopération économiques*

4. Le représentant d'un groupe régional a noté que les questions qui avaient été débattues à la quatrième session pourraient être approfondies dans la perspective de la quinzième session de la Conférence, étant donné les répercussions de la pandémie. Le représentant d'un autre groupe régional a souligné la nécessité d'aider les pays en développement dans l'action qu'ils mènent pour réussir une transition appropriée vers un avenir sobre en carbone. En outre, le représentant d'un autre groupe régional a mentionné la nécessité de réaliser au niveau mondial des investissements qui favorisent le développement et estimé qu'à cet égard, les questions du service et de l'allègement de la dette étaient fondamentales.

iv) *Réunion d'experts pluriannuelle sur les transports, la logistique commerciale et la facilitation du commerce*

5. Le représentant de plusieurs groupes régionaux a pris note de l'analyse utile présentée par la CNUCED et l'a invitée à poursuivre les échanges afin d'éclairer les stratégies adoptées aux niveaux national et international pour répondre aux problèmes liés aux changements climatiques, tout en soulignant que les travaux d'analyse de la CNUCED figurant dans l'*Étude sur les transports maritimes* avaient constitué une source d'information utile qui avait enrichi les débats de la Réunion d'experts pluriannuelle. Les représentants de plusieurs groupes régionaux ont souligné le rôle essentiel d'interconnexion que les transports maritimes jouent dans le commerce international et l'économie mondiale, et appelé l'attention sur les problèmes importants que les effets des changements climatiques posaient aux chaînes d'approvisionnement, aux infrastructures de transport, aux activités et aux services du secteur maritime, et le risque de coûts économiques élevés et de conséquences de grande ampleur pour le commerce dont ils s'accompagnent. Les représentants ont souligné la nécessité urgente et l'importance particulière de l'adaptation et d'une meilleure résilience

face aux changements climatiques pour les ports et les autres infrastructures de transport côtières critiques, en particulier dans les petits États insulaires en développement, qui doivent faire face à des problèmes urgents et parfois existentiels. En outre, le secteur des transports maritimes, outre les mesures d'adaptation aux changements climatiques, devait veiller à s'acquitter de ses responsabilités en matière d'atténuation et aller de l'avant dans la décarbonisation, tout en veillant à ce que les réformes et les initiatives de facilitation du commerce progressent. Le représentant d'un autre groupe régional a souligné que les travaux de la CNUCED concernant l'adaptation aux changements climatiques et le renforcement de la résilience des principales infrastructures de transport joueraient un rôle important dans la période qui suivra la quinzième session de la Conférence.

B. Rapport d'étape sur la promotion et le renforcement des synergies entre les trois grands domaines d'action

(Point 4 de l'ordre du jour)

6. Le secrétariat de la CNUCED a donné une vue d'ensemble des activités menées au titre des trois grands domaines d'action de la CNUCED : recherche et analyse, formation de consensus et coopération technique.

Présentation du rapport d'activité de la Division du commerce international et des produits de base

7. Le secrétariat de la CNUCED a présenté les activités de la Division du commerce international et des produits de base pour les trois grands domaines d'action, qui avaient été menées à bien en dépit des difficultés sans précédent qu'avaient posé la pandémie et la crise de liquidités à laquelle devait faire face l'Organisation. La division avait fait preuve de souplesse, d'efficacité et d'adaptabilité dans l'exécution de son programme de travail. Elle avait fait porter ses efforts sur l'analyse commerciale ; la concurrence et de la protection du consommateur ; le commerce, les questions de genre et le développement ; les négociations commerciales ; le commerce et l'environnement ; et les produits de base. La division avait su s'adapter rapidement pour continuer de réaliser des activités pour les États membres au moyen de plateformes numériques accessibles et pour produire en temps utile des analyses sur les effets de la pandémie dans les principaux secteurs économiques. Dans ce contexte, la division a fait état des réalisations, des stratégies innovantes et des nouveaux domaines d'activité ci-après : des travaux sur les mesures non tarifaires en partenariat avec d'autres institutions, qui avaient contribué à améliorer la transparence dans le domaine commercial ; des travaux sur les normes de durabilité volontaires, qui avaient apporté des données supplémentaires concernant l'ensemble du cycle de vie des produits commercialisés ; un rapport sur la sécurité des produits, assorti de diverses recommandations, ainsi que de lignes directrices sur le règlement des différends pour les marchés en ligne, avec indication des politiques possibles ; une nouvelle plateforme actualisée sur le commerce mondial ; un projet pilote avec la Chine portant sur un mécanisme de règlement des différends fondé sur la chaîne de blocs pour les consommateurs de la route de la soie, devant contribuer à améliorer le commerce international et le commerce électronique ; des cours en ligne, encore proposés à l'heure actuelle, sur le commerce et les questions de genre qui avaient bénéficié à plus de 1 000 parties prenantes originaires de 152 pays ; la publication de notes d'orientation au sujet des conséquences de la pandémie pour les femmes dans les petits États insulaires en développement et en Afrique subsaharienne ; une enquête sur les incidences de la pandémie sur le commerce des produits et des services fondés sur la biodiversité ; un projet sur l'intégration des pays en développement sans littoral tributaires des produits de base dans les chaînes de valeur régionales et mondiales ; des activités de renforcement des capacités dans des pays en développement comme l'Éthiopie, la Mongolie, l'Ouzbékistan et la République démocratique populaire lao ; une série d'activités de renforcement des capacités et de formation au sujet du commerce de produits biologiques, de la pollution par les matières plastiques, de l'économie circulaire et des océans, y compris des contributions aux travaux menés à l'Organisation mondiale du commerce et dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique ; et la publication en février 2021 de *Trade and Environment Review 2021: Trade-climate Readiness for Developing Countries*, qui a étudié les répercussions

néfastes des changements climatiques pour le commerce, y compris la question des moyens d'adaptation.

8. Au cours du débat qui a suivi, les représentants de certains groupes régionaux ont déclaré approuver et soutenir les travaux de la division. Le représentant d'un groupe régional a remercié la division pour son assistance et mentionné en particulier les nouveaux dialogues sur la politique commerciale, instrument efficace au service des États membres et des experts qui permettait de délibérer des nouvelles questions qui pouvaient apparaître dans le domaine commercial. Le représentant a indiqué que les résultats des travaux de recherche et d'analyse devaient être accompagnés de stratégies de diffusion appropriées pour faire en sorte qu'ils parviennent en temps utile aux bénéficiaires et aux décideurs. Le représentant d'un autre groupe régional a exprimé un avis positif sur les travaux menés par la division sur le commerce et la réglementation pendant la pandémie, en particulier sur le commerce et l'approvisionnement en produits médicaux, et sur les mesures non tarifaires. En outre, le représentant d'un autre groupe régional a souhaité un complément d'information sur la façon dont la division gérait les synergies entre les trois grands domaines d'activité, notamment la façon dont les travaux de la Commission étaient utilisés dans ses activités, et a demandé des renseignements actualisés sur les mesures et les dispositions prises par la division pour améliorer les réunions et les activités en ligne.

9. Le secrétariat a indiqué que les réunions d'experts pluriannuelles récentes constituaient un exemple des synergies observées entre les activités relevant des trois grands domaines d'action et entre la Commission et l'action de la division. La Commission était un lieu de débat sur les activités de la division relevant de la coopération technique, dans la mesure où la CNUCED engageait des activités à la demande des États membres. La division avait reçu des réactions et des évaluations positives des participants aux réunions en ligne, et poursuivait ses efforts pour augmenter le nombre de plateformes numériques accessibles et de qualité qui étaient offertes, tout en gardant à l'esprit que nombre de participants avaient exprimé le souhait de redynamiser les réunions grâce à une participation physique.

Présentation du rapport d'activité de la division de la technologie et de la logistique

10. Le Directeur de la division de la technologie et de la logistique a présenté les activités de la division pour les trois grands domaines d'action. Dans le domaine de la recherche et de l'analyse, les travaux de la division avaient comporté la publication phare *Étude sur les transports maritimes* ; des travaux de recherche en collaboration avec l'Organisation maritime internationale sur les conséquences des propositions relatives à la décarbonisation pour les pays en développement ; le lancement de la base de données mondiale sur le coût des transports, en collaboration avec l'Organisation maritime internationale et la Banque mondiale ; la série du programme TrainForTrade sur la gestion portuaire ; des rapports de la série sur la facilitation du commerce et les transports, dont une compilation analytique des politiques et des pratiques visant à remédier aux effets des changements climatiques sur les infrastructures de transport côtier et à les adapter face à ces changements ; des notes d'orientation, des notes techniques et le bulletin d'information sur les transports et la facilitation du commerce ; et un recueil des bonnes pratiques relatives au programme du Système douanier automatisé, principal programme de coopération technique de la CNUCED. Au titre du domaine d'action relatif à la coopération technique, les travaux de la division ont mis l'accent principalement sur les questions relatives aux transports durables et résilients et les mesures adoptées rapidement face à la pandémie dans le domaine de la logistique commerciale, et ont eu notamment pour objet : l'animation d'un projet du Compte pour le développement sur la connectivité des transports et du commerce pendant la pandémie, en partenariat avec les commissions régionales de l'ONU ; le programme d'autonomisation dans le domaine de la facilitation du commerce ; et le programme TrainForTrade, y compris le programme de gestion portuaire. Au titre de la formation de consensus, la division avait centré ses efforts en particulier sur la douzième session de la Commission du commerce et du développement ; la huitième session de la Réunion d'experts pluriannuelle sur les transports, la logistique commerciale et la facilitation du commerce ; des activités d'appui comme suite à la résolution de l'Assemblée générale sur les gens de mer et à l'appel lancé par le Secrétaire général de la CNUCED concernant l'aide aux gens de mer et le maintien de l'ouverture des ports ; et un appui aux négociations menées dans le cadre de l'Organisation maritime internationale sur la décarbonisation du secteur des transports

maritimes, sous la forme d'études d'impact complètes. À l'approche de la quinzième session de la Conférence, il était important de souligner que, la pandémie ayant montré qu'il était vital de maintenir la circulation des navires, l'activité des ports et la fluidité du commerce international, tout en veillant à ce que des contrôles sanitaires soient pratiqués aux frontières, une logistique commerciale efficace demeurerait essentielle pour la période de relèvement et au-delà. En outre, le transport maritime devenait un secteur stratégique et les effets de la pandémie, les nouvelles technologies, les conséquences des changements climatiques et la question de la transition énergétique et de la décarbonisation auraient des répercussions importantes pour les pays en développement, y compris les petits États insulaires en développement. Dès lors, les travaux de la CNUCED relatifs au secteur maritime devaient être renforcés.

11. Au cours du débat qui a suivi, les représentants de certains groupes régionaux ont rappelé que les synergies entre les trois grands domaines d'action de la CNUCED étaient importantes afin de garantir un appui et des conseils intégrés, pour aider les États membres dans la réalisation de leurs objectifs de développement. Les représentants, remerciant la division pour ses travaux et l'appui et l'assistance qu'elle offrait aux pays en développement, ont invité le secrétariat à poursuivre ses efforts dans ces domaines et souligné qu'il importait de centrer l'attention sur les questions et les mandats essentiels à l'approche de la quinzième session de la Conférence.

12. Répondant à la question d'un représentant d'un groupe régional sur le rôle de la CNUCED en ce qui concerne la situation des gens de mer et la rotation des équipages dans le contexte de la pandémie, le secrétariat a souligné l'importance de la collaboration avec d'autres organisations internationales, parmi lesquelles l'Organisation internationale du Travail et l'Organisation maritime internationale, ainsi que du suivi et de la collecte des données utiles, de façon à pouvoir présenter des informations et des contributions reposant sur des éléments factuels.

III. Questions d'organisation

A. Ouverture de la session

13. La douzième session de la Commission du commerce et du développement a été ouverte au Palais des Nations, à Genève, le 17 février 2021, par M. Chad Blackman (Barbade), Président de la session.

B. Élection du Bureau

(Point 1 de l'ordre du jour)

14. La Commission du commerce et du développement a décidé d'élire son Bureau selon une procédure d'approbation tacite, en application de la décision 74/544 de l'Assemblée générale en date du 27 mars 2020. Aucune objection n'ayant été reçue au 16 février 2021, elle a élu le Bureau ci-après :

<i>Président</i> :	M. Chad Blackman (Barbade)
<i>Rapporteur</i> :	M. Peter Simiyu Nalanda (Kenya)
<i>Vice-Présidents</i> :	M. Michal Kaplan (Tchéquie)
	M. Raúl Vargas Juárez (Mexique)
	M. Enkhtaivan Dashnyam (Mongolie)

C. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

(Point 2 de l'ordre du jour)

15. À sa séance plénière d'ouverture, le 17 février 2021, la Commission a adopté l'ordre du jour provisoire de la session, publié sous la cote TD/B/C.I/50, avec une modification. Cet ordre du jour se lisait comme suit :

1. Élection du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
3. Rapports des réunions d'experts :
 - a) Rapports des réunions d'experts pluriannuelles et des réunions d'experts à session unique :
 - i) Réunion d'experts pluriannuelle sur les produits de base et le développement ;
 - ii) Réunion d'experts pluriannuelle sur le commerce, les services et le développement ;
 - iii) Réunion d'experts pluriannuelle sur le renforcement d'un environnement économique favorable à tous les niveaux à l'appui d'un développement inclusif et durable, et la promotion de l'intégration et de la coopération économiques ;
 - vi) Réunion d'experts pluriannuelle sur les transports, la logistique commerciale et la facilitation du commerce.
4. Rapport d'étape sur la promotion et le renforcement des synergies entre les trois grands domaines d'action.
5. Questions diverses.
6. Adoption du rapport de la Commission au Conseil du commerce et du développement.

D. Adoption du rapport de la Commission au Conseil du commerce et du développement

(Point 6 de l'ordre du jour)

16. À sa séance plénière de clôture, le 17 février 2021, la Commission du commerce et du développement a autorisé le Président à établir après la clôture de la réunion la version finale du rapport, dont le texte sera soumis au Conseil du commerce et du développement pour examen.

Annexe

Participation*

1. Les États membres ci-après de la CNUCED étaient représentés à la session :

Afghanistan	Malaisie
Albanie	Maldives
Azerbaïdjan	Maroc
Bangladesh	Mexique
Barbade	Mongolie
Bélarus	Nigéria
Bulgarie	Oman
Cambodge	Pakistan
Chine	Panama
Colombie	Pays-Bas
Congo	Pérou
Égypte	Philippines
Émirats arabes unis	Portugal
Espagne	République arabe syrienne
État de Palestine	République-Unie de
Fédération de Russie	Tanzanie
Gabon	Serbie
Gambie	Slovénie
Guatemala	Soudan
Guinée	Soudan du Sud
Inde	Thaïlande
Indonésie	Togo
Iran (République islamique d')	Tunisie
Italie	Turquie
Kenya	Ukraine
Kirghizistan	Viet Nam
Koweït	Zambie
Madagascar	Zimbabwe
2. Les organisations intergouvernementales ci-après étaient représentées à la session :
 - Fonds commun pour les produits de base
 - Union européenne
 - Conseil international des céréales
 - Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique
 - Organisation de la coopération islamique
3. Les institutions spécialisées et organisations apparentées ci-après étaient représentées à la session :
 - Agence internationale de l'énergie atomique
 - Organisation mondiale du commerce
4. Les organisations non gouvernementales ci-après étaient représentées à la session :
 - Catégorie générale*
 - Asia Pacific Forum on Women, Law and Development
 - The Grain and Feed Trade Association.

* Cette liste ne mentionne que les participants inscrits. La liste complète est publiée sous la cote TD/B/C.I/INF.12.